10^c.

Journal du Lot

10^c.

ORGANE RÉPUBLICAIN DU DÉPARTEMENT

Paraissant les Mercredi, Vendredi et Dimanche

Abonnements

LOT et Départements limitrophes	3 mois	6 mois	1 an
Autres départements	4 fr. 25	8 fr.	15 fr.
TÉLÉPHONE 31	4 fr. 50	8 fr. 50	16 fr.

COMPTE POSTAL : 5399 TOULOUSE

Les abonnements se paient d'avance
Joindre 50 centimes à chaque demande de changement d'adresse

Rédaction & Administration

CAHORS. — 1, RUE DES CAPUCINS, 1. — CAHORS

A. COUESLANT, Directeur

M. DAROLLE, Co-Directeur — L. BONNET, Rédacteur en chef

Les Annonces sont reçues au bureau du Journal.

Publicité

ANNONCES JUDICIAIRES (7 colonnes à la page).....	80 cent.
ANNONCES COMMERCIALES (la ligne ou son espace).....	1 fr. 25
RÉCLAMES 3 ^e page (— d' —).....	1 fr. 25

Les Annonces judiciaires et légales peuvent être insérées dans le Journal du Lot pour tout le département.

LES ÉVÉNEMENTS

L'Entente et la presse britannique. — La prochaine entrevue Briand-Lloyd George. — La convention du Pacifique. — Les difficultés commerciales hispano-françaises. — La crise ministérielle belge.

Le voyage de Londres d'Hugo Stinnes, de Rathenau, puis de Loucheur, l'entrevue prochaine de Briand et de Lloyd George provoquent, tant dans la presse française qu'étrangère, d'abondants commentaires sur le problème des réparations.

Le ton d'une partie de la presse britannique continue à être inquiétant : on proclame la nécessité de liquider l'Entente.

Ainsi, l'*Observer*, qui passe pour avoir d'étroites relations avec l'entourage de Lloyd George, après avoir affirmé la nécessité de réviser le Traité de Versailles propose, au cas où la France s'y opposerait, de renoncer à l'Entente. Retenons, entre autres ce passage de l'*Observer* :

Le traité de Versailles a conduit l'Allemagne à la richesse et l'Angleterre à la ruine. Car si le gouvernement allemand a pu à la fin de la guerre, l'industrie n'a jamais été si prospère. D'un côté, ce sont les usines qui travaillent à plein rendement, les gros dividendes, les ouvriers tous occupés, l'exportation facile sur tous les marchés du monde, le dumping et le reste. De l'autre, le chômage, la paralysie industrielle, les impôts écrasants et les marchés mondiaux perdus.

L'Angleterre a donc, elle aussi, ses dépeuplements dévastés ; ce sont ceux de son commerce mondial. La révision est donc une question de vie ou de mort. Si l'entente s'oppose, il faut sacrifier l'Entente et traiter directement avec l'Allemagne.

Que pensez-vous de cette conclusion ? Ne serait-il pas plus logique, puisqu'on reconnaît que jamais l'industrie allemande n'a été plus prospère, de réclamer du Reich le paiement intégral de ses dettes ?

De son côté, mais avec une violence plus vive encore, la *Westminster Gazette* réclame la dissolution de l'Entente :

L'Entente cordiale, qui était née avant la guerre, à cause du danger des menaces pangermanistes, n'a plus de sens aujourd'hui dans l'Europe d'après-guerre. Les quelques journaux anglais qui défendent encore l'alliance ne représentent pas la véritable opinion du peuple britannique. L'Angleterre ne craint plus aujourd'hui le militarisme germanique, mais la faillite allemande.

Notre entente avec la France ressemble à notre alliance avec le Japon. Toutes les deux ont vécu. Elles étaient anachroniques ; il faut les ajuster aux circonstances du temps présent. C'est ainsi que la Conférence de Washington a substitué à l'alliance anglo-japonaise une Entente de toutes les nations intéressées à la paix du Pacifique ; de même, en Europe, il faut substituer à l'Entente cordiale, une Entente européenne, et même, si l'Amérique y consent, une Entente mondiale.

Toutefois, si une partie de la presse britannique reste hostile à la France, il semblerait qu'une évolution caractéristique se produise de la part du gouvernement de Londres.

Le voyage de M. Loucheur, pour avoir été de courte durée, n'en a pas moins produit de bons résultats.

D'abord, M. Loucheur rapporte l'assurance que le gouvernement britannique ne songe plus à proposer un moratorium pour le paiement des réparations.

Ensuite, il a constaté que M. Lloyd George comprend maintenant la nécessité, et l'urgence nécessaire, d'apaiser l'opinion publique des deux pays, vainement surexcitée par de stériles polémiques. C'est fort bien. Et l'entrevue que le Premier anglais demande à M. Briand, voilà longtemps que toute la presse française la réclame, pour assainir enfin l'atmosphère des relations franco-britanniques.

Cette rencontre aurait pour but, M. Lloyd George en a témoigné vivement le désir, d'arriver à des arrangements aussi satisfaisants que possible sur toutes les questions pendantes entre la France et la Grande-Bretagne.

Mais on prête une autre préoccupation au Premier Anglais. Il est à remarquer que, pendant la visite de M. Loucheur à Londres, il n'a été question au fond ni du moratorium, ni des accords de Wiesbaden, ni de la convention financière du 13 août. On prête, en effet, à M. Lloyd George l'intention d'aborder un problème plus vaste : la situation économique générale du monde, et,

plus nettement, la reconstruction de tout le mécanisme commercial et financier, non seulement européen, mais mondial.

Enfin, le voyage de M. Loucheur permet de se rendre compte que l'Angleterre incline vers des dispositions d'esprit portant à consentir certains sacrifices à la France. Plusieurs de nos amis britanniques commencent à envisager comme absolument indispensables les mesures suivantes : remise des dettes interalliées, priorité pour la reconstruction des régions dévastées.

Ce sont là des symptômes réconfortants. Certes, ne nous réjouissons pas trop vite : il y a eu Grande-Bretagne un fort contingent de germanophiles et de francophobes ! Cependant, la volonté, affirmée par le Premier anglais, d'éclaircir toutes les difficultés franco-britanniques, ne peut qu'être accueillie avec faveur.

La Conférence de Washington vient d'aboutir à un accord au sujet des îles du Pacifique. La question était en suspens depuis longtemps. Les représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, du Japon et de la France, ont fini par s'entendre et ont donné leur adhésion aux quatre points suivants :

1° L'intégrité territoriale des îles du Pacifique sera maintenue, chacune des puissances signataires s'engageant à ne pas attaquer le territoire des autres ;

2° Si les intérêts vitaux d'une des puissances dans le Pacifique sont menacés, il y aura obligation morale de consulter les autres puissances avant aucune action ;

3° En cas de désaccord entre deux des puissances contractantes, il sera fait appel à la médiation et à l'arbitrage des deux autres puissances ;

4° L'alliance anglo-japonaise sera abolie et prendra fin à dater de l'échange des ratifications du nouveau traité.

En somme, la convention porte exclusivement sur les îles du Pacifique, dont elle garantit le *statu quo* ; mais elle n'aborde ni la question de la Chine ni le problème des armements navals.

Le but poursuivi a été de prévenir tous les risques de conflit, en instituant le principe d'une sorte d'arbitrage obligatoire en cas de différends.

La participation de la France est à retenir. Bien que sa condition, en la circonstance, soit d'importance secondaire, elle a tenu à signer le traité pour bien souligner l'intérêt qu'elle porte à toutes les tentatives destinées à assurer la paix.

Cet accord du Pacifique est, en définitive, appelé à avoir une grande portée.

Les négociations, engagées entre la France et l'Espagne en vue d'instituer un nouveau régime pour les échanges commerciaux, n'ont pu aboutir en temps utile : le *modus vivendi*, dénoncé par la France, expirait en effet le 10 décembre à minuit.

Les deux pays se trouvent donc en état de rupture économique et chacun d'eux pourra désormais imposer à l'autre les conditions qu'il lui plaira.

Il est douteux, cependant, que la situation présente se prolonge longtemps. Non seulement, les deux pays ont un égal intérêt à dissiper le plus tôt possible le différend, mais les dispositions manifestées à Madrid comme à Paris permettent d'espérer que la rupture sera de courte durée.

D'ailleurs, malgré la rupture, les négociations continuent et, une ferme volonté d'aboutir animant les deux parties, un terrain d'entente ne tardera pas à être découvert.

Il serait profondément regrettable que la cordialité traditionnelle des relations franco-espagnoles se ressentit de difficultés toutes passagères de l'heure.

M. Theunis a dû renoncer à remplir la mission, de constituer le nouveau ministère belge, que lui avait confié le roi.

Cet échec a été provoqué par les manœuvres de politiciens, plaçant au-dessus des intérêts supérieurs de la nation les intérêts de parti : libéraux et catholiques n'ont pu se mettre d'accord sur le dosage des portefeuilles, tout en prononçant un certain nombre d'exclusives.

Ces faits ne sont, en définitive, que la conséquence logique des dernières élections ; leurs résultats,

en manquant de netteté, n'ont permis à aucun parti de recueillir une majorité appréciable.

L'opinion publique belge, qui avait accueilli avec satisfaction l'arrivée au pouvoir de M. Theunis, ne peut qu'éprouver une vive déception de son insuccès.

M. DAROLLE.

INFORMATIONS

L'accord d'août sera-t-il remanié ?

M. Aristide Briand, partira pour l'Angleterre vers le 19 ou le 20 décembre pour répondre à l'invitation de M. Lloyd George.

Les questions d'ordre financier et économique seront examinées en premier lieu au cours de ces conversations à deux. Divers autres problèmes, qui ont soulevé des controverses durant ces temps derniers, seront également étudiés. L'entente cordiale sortira certainement ressermée de ces entretiens.

Quant aux questions d'Orient elles feront l'objet d'une nouvelle réunion à laquelle l'Italie sera conviée. Le président du Conseil s'est montré particulièrement heureux de l'entente à quatre qui vient d'être signée pour le statut du Pacifique.

A Washington

L'accord du Pacifique

Suivant M. Lodge, l'accord à quatre ne viendra pas devant le Sénat avant la fin de la conférence. Néanmoins, a ajouté le sénateur, le traité peut être considéré comme définitivement acquis, quoiqu'il ne soit pas paraphé. De son côté, le sénateur Reed, un des irréconciliables qui avaient combattu la ratification du traité de Versailles, a déclaré que lui et d'autres de son groupe s'opposeraient à l'accord à quatre qu'il traite de perfide et condamnable.

Les dettes interalliées

Le bill du Sénat américain relatif aux dettes étrangères fixe à 5 3/0 le taux de l'intérêt et stipule que l'échéance des obligations à rembourser n'aura pas lieu plus tard que le 13 juin 1947.

Le bill de la Chambre laisse à une commission le soin de fixer l'intérêt et la date de l'échéance.

La Bavière contre le Reich

Le gouvernement d'Empire ayant fait parvenir au gouvernement bavarois un mémoire dans lequel il formule certaines critiques sur le régime pénitentiaire dans les forteresses bavaroises, le gouvernement a protesté contre ce mémoire qui constitue une immixtion dans les affaires des Etats confédérés.

Petrograd ou Lénineburg

Les Soviets se proposent, en raison des grands services rendus par Lénine, de changer le nom de Petrograd en celui de Lénineburg.

Un accord commercial italo-espagnol

On déclare que les négociations entre les gouvernements italien et espagnol, pour la conclusion d'un accord commercial, en remplacement de celui échu le 26 juillet, seraient arrivées à une entente sur les bases de l'application respective des tarifs de faveur. L'accord entrerait en vigueur dans les premiers jours de janvier.

Le nouveau Président du Guatemala

L'Assemblée nationale a élu le général José-Maria Orellana, chef du pouvoir exécutif.

Négociations franco-espagnoles

Le conseil supérieur de la Mancomunauté des fabricants de tissus, cotons et mélanges a décidé, au cours d'une réunion tenue à cet effet, d'adresser au gouvernement une adresse lui demandant de ne pas conclure des traités de commerce de longue durée, de maintenir coûte que coûte la surtaxe compensatrice de dépréciation des devises étrangères et de considérer comme intangible la deuxième colonne du tarif douanier.

La classe 1922

La commission sénatoriale de l'armée a discuté longuement le projet de recensement de la classe 1922. Elle l'a adopté, mais a décidé de demander, de façon pressante, au ministre de la guerre, de ne pas ouvrir les travaux des conseils de revision avant le 1^{er} mars, et de ne pas incorporer la classe avant le 10 mai pour des raisons d'hygiène et climatiques.

Chambre des Députés

Séance du 10 décembre 1921

Dans la séance de samedi matin on discute le budget des colonies. M. Boisneuf constate l'absence de politique coloniale de la République. Les colonies, dit-il, sont régies par des lois édictées par la monarchie ou l'empire.

Dans la séance de l'après-midi le budget des colonies est voté et la Chambre aborde le budget de l'instruction publique.

Séance du 11 décembre 1921

Dans la séance de dimanche matin, la Chambre continue la discussion du budget de l'instruction publique. Les 53 premiers articles sont votés.

Dans la séance de l'après-midi, MM. Herriot, Blum, présentent diverses observations au sujet de l'école unique. Le ministre promet d'apporter un projet dans ce sens.

MM. Baudry d'Asson et Gay demandent que des bourses soient accordées à tous les enfants dans les établissements secondaires publics ou privés. Cet amendement est combattu et repoussé. Le budget de l'instruction publique et celui des beaux-arts sont votés.

Séance du 12 décembre 1921

Dans la séance du matin, la Chambre aborde le budget des affaires étrangères. M. Sembat demande à interroger le Gouvernement sur la politique en Syrie, en Cilicie, mais les interpellations sont renvoyées après le budget et les 37 premiers chapitres sont adoptés.

Dans la séance de l'après-midi, la Chambre reprend la discussion du budget des affaires étrangères. M. Fernaris lit une lettre d'Italiens qui protestent contre les incidents contre la France qui se sont produits en Italie. M. Briand dit que ces incidents ont été provoqués par des agitateurs, mais tout est terminé, dit-il, et il demande qu'on n'insiste pas sur ces faits.

M. Sembat constate que la conférence de Washington n'a pas donné les résultats escomptés. M. Briand répond qu'il n'avait qu'à associer la France à la noble initiative des Etats-Unis qui organisa la conférence. Il l'a fait.

Les chapitres du budget des affaires étrangères sont votés.

M. Moutet dépose un amendement tendant à réduire de 20 millions les crédits pour la Syrie mais cet amendement est repoussé. Les crédits sont votés.

Le budget d'Alsace et Lorraine est également adopté.

CHRONIQUE LOCALE

Chinoiserie du Règlement

Il est rare qu'on ne trouve pas, en examinant bien, quelques chinoiseries dans les règlements des diverses administrations. Il en faut bien quelques-unes, parbleu ; tout ne peut pas être parfait. Et puis, cela permet de rire un brin.

Néanmoins, il est des « chinoiseries » réglementaires qui sont désagréables, voire désastreuses pour nombre de personnes.

Tel le règlement qui est en vigueur dans l'administration des P. T. T. et qui exige que pour être nommé surnuméraire, il faut avoir au minimum 1 mètre 54 pour les hommes et 1 m. 50 pour les femmes.

Ce règlement s'expliquait, disait-on et croyait-on, pour les hommes. Les employés des P. T. T. doivent avoir la taille d'un soldat 1 m. 54. Mais depuis 15 ans, et depuis la guerre, ce minimum de taille a été abaissé. Pendant la guerre, les conseils de revision ont pris des hommes qui ne mesuraient qu'un mètre 50 et même moins.

Donc, cette condition de taille aurait dû, depuis, disparaître, dans les règlements de l'Administration des P. T. T.

Eh bien, non ; ce n'est pas en vue du service militaire que ce minimum de taille est exigé. Le ministre, à une question posée, a répondu que si l'Administration ne voulait occuper que des hommes mesurant 1 m. 54 et des femmes mesurant 1 m. 50, au minimum, c'est à cause... Devinez ! c'est à cause de l'agencement des casiers élevés !

Nous préférons la première explication : elle paraissait plus sensée.

Celui qui a fait ce règlement n'avait pas songé qu'avec une chaise, ou un escabeau, il est permis à un employé de taille même inférieure à la moyenne, d'atteindre les casiers les plus élevés.

S'il en était autrement, quelle taille devraient donc avoir les employés des administrations de la Préfecture, par exemple, qui sont obligés de s'élever jusqu'au plafond du bureau pour atteindre certains casiers.

Mais ils ont une échelle double et ils font l'ascension sans fatigue, sans danger et ils prennent dans ces casiers les dossiers dont ils ont besoin.

L'Administration des P. T. T. n'a pas encore songé à cela. Elle y songera peut-être, dans l'intérêt de bon nombre de candidats, que la nature n'a pas daigné doter d'une taille de cuirassier ou de policemén, et qui, à cause de ce règlement dont la stupidité est flagrante, ne peuvent embrasser la carrière postale où ils ne manqueraient pas de rendre les mêmes services que les autres employés.

Il paraît que la Ligue des droits de l'Homme s'occupe de la question.

En vérité, il est triste qu'on soit obligé de mener campagne contre de telles chinoiseries qui n'auraient jamais dû exister.

LOUIS BONNET.

Promotion

M. Passols, est promu lieutenant de réserve au 7^e d'infanterie et passe au 131^e.

Mutations

M. Albert, lieutenant au 7^e passe au 46^e ; M. Anjouy, lieutenant au 7^e passe au 99^e ; M. Arènes, lieutenant au 7^e est mis à la disposition du général commandant le 19^e corps d'armée ; M. Busquet, lieutenant au 7^e passe au 103^e.

Postes

M. Barzeilles, facteur en Algérie, est nommé facteur-receveur à Thédillac.

Service vicinal

M. Delpech est nommé cantonnier du service vicinal.

M. Avezou est nommé cantonnier en résidence à Peyrilles.

NOS MORTS

Voici la liste des corps des militaires et marins « Morts pour la France » qui arriveront à Cahors, jeudi matin, 15 décembre 1921 :

Labro Hippolyte, de Cahors ; Ruffet Jean, de Cahors ; Capelle Etienne, de Cahors ; Bouygues Gabriel, d'Anglars-Nozac ; Couybes Georges, de Capdenac-le-Haut ; Salanié Léon, de Creysse ; Baudel Louis, de Douelle ; Faure Jean, de Mayrinbac-Lentour ; Planche Jean, de Payrinbac ; Maillard Antoine, de Pinsac ; Cousin Henri de Puy-Evêque ; Beulaquet Léopold, de Reyrevigne ; Labat Henri, du Roc (canton de Payrac) ; Teaven Georges, de Soucirac ; Leygues Bernard, de St-Martin-le-Redon ; Bergougne Jean-Louis, de St-Vincent-Rive-d'Olt ; Estève Jean, de Biars ; Trouvat Ernest, de Montgesty ; Laporte Adrien, de St-Céré.

ELECTIONS MUNICIPALES

Deux élections complémentaires municipales auront lieu dimanche 18 décembre, en remplacement de MM. Paulus et Dulac.

Jusqu'à présent, 5 candidats sont sur les rangs, MM. Alphonse, horticulteur, dont nous avons déjà annoncé la candidature ; Caillaud, représentant de commerce, ancien conseiller municipal, Richard, Président du Syndicat des Bouchers de Cahors.

M. Pierre Grassias négociant nous prie également d'annoncer sa candidature à l'élection du 18 décembre. « Je n'ai pas, dit-il, la prétention de remplacer au sein de l'Assemblée municipale, les deux bons cadurciens MM. Paulus et Dulac dont la disparition a été un grand deuil local, mais j'estime avec mes amis, qu'une place peut être faite, au sein de cette assemblée, à un Cadurcien qui connaît et saura défendre les intérêts des travailleurs et des commerçants.

« Si je crois que les questions politiques ne doivent pas être la seule préoccupation du Conseil municipal, je déclare que je suis un républicain

sincèrement attaché aux institutions démocratiques et laïques.

« Au point de vue local, j'apporterai tous mes soins aux questions d'hygiène, d'eau, de lumière dont on ne s'occupe pas assez ; je réclamerai entre autres améliorations, la réfection des abattoirs, et une utilisation plus conforme aux intérêts de tous, de la Halle, en même temps, j'exigerai que les taxes sur la farine, sur la viande soient établies et observées. « Je demande aux citoyens de Cahors de me faire confiance et, en retour, je les assure de tout mon dévouement.

D'autre part, M. Jean Malique, cultivateur à Cahors-Regourd, nous prie de déclarer qu'il pose sa candidature à l'élection municipale du 18 décembre « candidature indépendante de toute politique. »

En outre, nous recevons de MM. Caillaud et Richard, une profession de foi dont nous extrayons les passages suivants :

« Au point de vue politique, nous sommes des Républicains démocrates se réclamant exclusivement de l'union des gauches.

« Sur le terrain des intérêts communaux, vous conviendrez qu'il serait outrepassant de vous apporter un vaste programme général, qu'il vous suffise de vous dire qu'entrés à l'Assemblée Municipale nous nous ferons ses Collaborateurs dévoués et de tous les instants. »

Matériel scolaire

A la suite d'une demande adressée par MM. Delmas et Delpont au ministre de l'instruction publique, tendant à obtenir la concession d'un matériel d'enseignement en faveur des écoles publiques de Floressas, M. Delmas a reçu une lettre du ministre l'informant qu'il a donné l'instruction réglementaire en faisant prendre une note toute spéciale pour que satisfaction soit donnée.

Les Cadets du Quercy

Nous recevons de M. Bladinières, secrétaire général des « Cadets du Quercy », un compte rendu très intéressant de la matinée-concert-bal du 4 décembre.

Nous regrettons vivement de ne pouvoir, faute de place, le publier intégralement.

Cette deuxième fête de la saison fut, en effet, un nouveau triomphe. Tous les Lotois de Paris s'y étaient donnés rendez-vous. Assistants, entre autres, à cette matinée : M. Delmas, le sympathique député du Lot, M. Garrigou, chef du Cabinet du Ministre des Colonies, M. Crabol, sous-préfet de Sens, le D^r Darquier, M. Charles Lehoucq, député de Paris, M. le Colonel Aymard, M. Tilet, M. Vialle, président de « La Grappe du Quercy », etc, etc.

Le concert obtint le plus vif succès, grâce au brillant concours des merveilleux artistes que sont M. Frecheville, Mlle Padovani, des Concerts-Colonne, M. Vergines, du Grand Théâtre de Bordeaux, M. Faidor, des Concerts de Paris, M. de Gerler, de la Pie qui chante, Mlle Gunsberger et, enfin, M. Pinaud, l'émérite professeur de danse et de culture physique au Collège Rollin.

Après le concert, M. Caniac prit la parole pour saluer la mémoire d'un Cadet qui avait la passion de son pays natal : M. Escande. C'est en maître consommé, que le Président des « Cadets du Quercy » brossa le tableau de l'existence, si bien remplie, de ce fervent de la petite patrie.

Un bal, du plus bel entrain, termina cette matinée.

Entre temps, l'Assemblée générale réélisait à une très forte majorité le Comité des « Cadets du Quercy » : MM. Frecheville, Ser, Serres, Andréi, Rosières, Bonnet, et l'actif Président, M. Caniac.

La prochaine matinée : le 1^{er} janvier.

Accidents

Un manœuvre du dépôt de la gare, M. Hugonnie Bourges, 29 ans, s'occupait au déchargement d'un wagonnet de briquettes lorsque l'une d'entre elles l'atteignit à la partie dorsale de la main gauche.

Cet accident occasionnera une incapacité de travail de dix jours. M. Charles Labat, 17 ans, apprenti monteur au dépôt de la gare, fut vic-

time d'une déchirure musculaire d'orso-lombaire en faisant un effort pour transporter un tréteau.

Six jours de repos seront la suite de cet accident.

CHRONIQUE SPORTIVE

AVIRON CADURCIEN

CHAMPIONNAT DU 11 DÉCEMBRE 1921
La pluie a sévi avec rage à Beaumont comme à Cahors et c'est pour cela que le Championnat s'est terminé par un match nul, aucun essai n'ayant pu être marqué de part et d'autre.

Ce résultat ne peut nous surprendre, les terrains étant impraticables, les ballons très glissants.

Nos lignes arrières n'ont pu dans ces conditions être déclanchées et tout s'est borné à un jeu d'avants où le ball était presque constamment joué aux pieds.

Ce résultat, loin de décourager notre quinze, doit, au contraire, l'exciter au travail, et nul doute qu'avant peu le sort, aidé du temps, ne se montre très favorable à nos couleurs.

L'heure tardive à laquelle nos équipiers ont pu retourner à Cahors ne nous permet point de donner un compte rendu détaillé de la partie, qui fut, d'ailleurs, d'une déséquilibrante banalité, à cause de la pluie et de l'état lamentable du terrain.

L'Équipe de Puybrun a matché dimanche sur le terrain du Stade L. Desprats contre une équipe de l'A. C. formée d'éléments puisés dans la 2^e et dans la 3^e.

Éprouvons-nous de constater qu'il est regrettable que non nombre d'équipiers de la 2^e de l'A. C. n'aient pas répondu à l'appel, obligeant le Comité à composer sur l'heure une équipe de fortune. Le Comité, pour cette fois, consent simplement de ne pas enregistrer le fait et à le regretter; mais il reste entendu qu'à l'avenir, ces marques d'insouciance qui trahissent l'indiscipline, seront rigoureusement sanctionnées.

L'équipe visiteuse, comme la nôtre, fut la victime de l'inclemence du temps, et nous sommes certains, après la partie disputée entre elles, que nous aurions assisté à un très joli match si le ciel se fut montré favorable.

Les avants de Puybrun sont lourds, mais très allants, ils suivent et protègent et sont simplement un peu lents à se mettre en mêlée, nous ne pouvons rien dire des lignes arrières qui n'eurent à fournir que des passes peu fréquentes, elles suffirent pour démontrer que ces derniers connaissent parfaitement leur place et le jeu.

Il convient dans l'ensemble de signaler cette petite équipe, car elle joue bien, vite, et chose à noter, sans brutalités. Remarquons un trois quart centre de style.

L'équipe mixte cadurcienne a droit à toutes nos félicitations. Elle a joué comme une ancienne, et il est regrettable que les avants 1^{er} n'aient pas été présents au Stade; ils eussent pris une petite leçon.

Nos jeunes suivent le ball avec constance et parfois avec science, ils suront parfois doubler et leur défense fut impeccable.

A signaler Joulet, Tremolieres, Marmiesse, Combroutet et autres. L'arrière bien qu'émoussé fut très adroit et très vaillant.

L'arbitrage fut sévère, impartial et mérita nos félicitations. Le Comité.

Réunion de la Commission de rugby mercredi, à 8 h. 1/2, siège social. Le capitaine de la 1^{re} équipe est instamment prié de se rendre à cette séance.

Le Comité.

Jeudi dernier, se disputait à Montauban le match de championnat interscolaire « Quercynoise-Boosching ». Une fois encore, la cuvette de Sapac, si funeste pourtant aux étrangers, vit l'équipe visiteuse remporter une victoire sur les indigènes. Du côté, nos jeunes potaches, triomphant de nos normaliens par 6 points (2 essais) à 3 points (1 essai). Ils dominèrent presque toute la partie et le résultat ne tradit pas suffisamment la supériorité qu'ils eurent sur leurs adversaires.

Du début du match jusqu'à la moitié de la 2^e mi-temps, la « Quercynoise » imposa nettement son jeu. Menant par 6 à 0, les « bleus » et « blancs » eurent, vers la fin une légère défaillance et le « Boosching » en profita pour marquer son essai. Le pack de la « Quercynoise » s'assura le meilleur sur celui d'en face, pourtant beaucoup plus lourd; le ballon sortit constamment pour le lycée, grâce à l'excellent talonnage de Brunet. Les avants suivirent avec ardeur; s'il y eût quelques imperfections, notamment dans la conduite des dribblings, ceux-ci trop longs pour être efficaces, il faut reconnaître que les avants brillèrent dans le jeu ouvert et jouèrent la touche d'une belle façon. Je ne citerai que le départ de Dalet sur touche longue, qui amena le premier essai après de belles passes sur toute la ligne de trois-quarts. Le huit en entier a droit aux plus vives félicitations, car on peut dire qu'il gagna le match; cependant Aznac, Gorse, Laxrange et Brunet furent les plus remarqués.

Les trois-quarts sortirent une belle défense, surtout à la fin lorsque le « Boosching » s'efforça d'égaliser. Dans l'attaque, ils furent moins heureux par ce qui parait mal placés. A l'arrière Liauzu fut de tout repos.

Le quinze des normaliens nous parut peu scientifique, composé de jeunes unités solides mais peu expérimentées. Nos potaches rencontrèrent le lycée de Montauban le jeudi 22 décembre sur le terrain de l'Aviron. Espérons que ce match de championnat sera suivi par la foule des grands jours. Si la « Quercynoise » gagne, elle est vainqueur de la poule B. Par suite, elle devra se mesurer avec le champion de la poule A, le 19 janvier en finale du championnat des Pyrénées.

En attendant, bravo! Le vieux Sportif.

COMPOUND-CLUB CADURCIEN

Mercredi soir, à 20 h. 1/2 au Siège Social « Café de Bordeaux » réunion du Conseil d'Administration et du Comité de Rugby.

Ordre du jour important, motivant la présence de tous les membres du Conseil et du Comité de Rugby.

Elections à la Chambre de Commerce

Voici les résultats connus des élections à la Chambre de Commerce :

MEMBRES

GANTONS NOMBRE DE VOIX

Bosomhes Dol Chansard Delpeuch Nicolet

Cahors N. et S. 180 177 179 180 179

Cajarc..... 20 19 20 19 20

Castelnau..... 53 55 52 52 55

Cazals..... 21 21 21 21 21

Gourdon..... 19 20 20 20 20

Gramat..... 1 27 2 1 2

Labastide-Mur... 33 34 34 34 33

Labanque..... 53 53 53 53 53

Lauzès..... 20 20 20 20 20

Luzech..... 41 41 41 41 41

Montcuq..... 37 37 37 37 37

Puyrac..... 9 9 9 9 9

Puy-l'Évêque... 121 121 112 121 121

Election au Tribunal de Commerce

Ont obtenu, Cahors cantons Nord et Sud :

MM. Paubert 179 voix ; Lasserre, 182 ; Salamié, 181 ; Rigal, 181.

La proclamation des élections au Tribunal et à la Chambre de commerce aura lieu jeudi.

COUR D'ASSISES DU LOT

Audience du 12 décembre 1921

Incendie volontaire

Lundi matin, la session des assises du Lot s'est ouverte sous la présidence de M. Touzet, conseiller à la Cour d'Agen, assisté de MM. Grimal, président, et de Cuniac, juge au tribunal civil.

L'affaire appelée est celle du nommé Amadiou, inculpé d'incendie volontaire.

M. Belvèze, procureur, soutient l'accusation, M. de Valon est au banc de la défense.

L'audience est ouverte à midi. Après la constitution du jury et l'appel des témoins, M. Bonnefous, greffier en chef, donne lecture de l'acte d'accusation.

Acte d'accusation
Pendant la nuit du 11 au 12 octobre 1921, vers onze heures et demie, au lieu dit La Borde, commune de Bagat, éclatait un incendie qui détruisait entièrement, à l'exception des quatre murs qui seuls restèrent debout, une grande appartenant aux époux Camus et toutes les récoltes qui y étaient enfermées, savoir : 400 quintaux de paille, 15 quintaux de foin et 4 sacs de graine de luzerne. Les efforts des voisins accourus pour porter secours ne purent que préserver de l'action destructive du feu une autre grande appartenant aux époux Tonnelli, contiguë à celle des époux Camus. Les pertes occasionnées par cet incendie, évaluées par le sieur Camus à 10.000 francs environ, n'étaient couvertes par aucune assurance.

Les soupçons se portèrent immédiatement sur l'accusé, oncle d'Eugénie Amadiou, épouse Camus, qui était venu en mars 1921 demeurer chez sa nièce alors veuve de guerre, et qui était reparti de chez elle en septembre 1921, quelques mois après son mariage avec Gaston Camus, pour aller demeurer à Bovilla, commune de Fargues, auprès de sa belle-sœur, Marie Caumont, veuve Amadiou, et de son neveu Ami Amadiou. Pendant qu'il habitait chez sa nièce Eugénie Amadiou, et durant le veuvage de celle-ci, il engagea cette dernière à vendre son bien et à aller demeurer avec lui à la ville. Il s'efforça ensuite d'empêcher le mariage de sa nièce avec Camus, dont il entrait dans la réalisation avec dépit. Il continuait cependant, une fois l'événement accompli, à demeurer avec elle, et il rendait bien la vie commune insupportable aux époux Camus, qui, pour l'obliger à partir, durent faire ordonner son expulsion par ordonnance de référé du 10 septembre 1921. Avant de les quitter, Amadiou les avait menacés de mettre le feu chez eux et de leur faire manger tous leurs biens. Plus tard, à Bovilla, devant sa belle-sœur et son neveu, il proférait encore de semblables menaces à l'adresse des époux Camus.

Après la lecture de l'acte d'accusation, le Président procède à l'interrogatoire de l'accusé, Amadiou, vieill-

lard de 70 ans, qui paraît bien lété et qui, évidemment ne reconnaît pas les faits qui lui sont reprochés.

M. Belvèze, soutient l'accusation et en un réquisitoire précis, établit la culpabilité de l'accusé pour lequel M. de Valon prononce une brillante plaidoirie.

Le jury ayant rapporté un verdict affirmatif, Amadiou est condamné à 5 ans de réclusion.

Le jury a signé un recours en grâce en faveur de l'accusé.

Audience du 13 décembre

Vois qualifiés

A l'audience de mardi est appelée l'affaire de l'agression commise le 17 mars 1921, par les nommés Baccou, Ricou et Laurent contre M. Bessières, employé au télégraphe.

L'audience est ouverte à midi. M. Belvèze, soutient l'accusation; M. Gibert, Martin et Lacaze sont au banc de la défense.

M. Bonnefous, greffier en chef, donne lecture de l'acte d'accusation.

Acte d'accusation
Dans la nuit du 17 au 18 mars 1921, vers minuit 1/4, le sieur Bessières, ouvrier aux lignes télégraphiques, se présentait au commissariat de police, la figure tout ensanglantée et portant sur diverses parties de la face des traces de blessures et de contusions.

Il déclara qu'il avait été assailli dans la rue de l'Université par trois individus qui l'avaient jeté par terre et violemment frappé. Au moment où il faisait cette déclaration, Bessières s'apercevait qu'il n'avait plus en sa possession un carnet de travail dans lequel il avait placé une somme de 170 francs.

La découverte de nombreuses taches de sang devant la maison de tolérance n° 20 de la rue Bouscarat, démontra dès le lendemain que cette odieuse agression s'était déroulée à cet endroit.

Des recherches faites par la police amenèrent la découverte dans le grenier de la maison n° 10, d'un individu connu dans ces milieux sous le nom de Georges.

C'était Georges Baccou, ouvrier mécanicien à Montauban, 25 ans, travaillant irrégulièrement et vivant habituellement avec des femmes prostituées, ayant des moyens d'existence insupportables et venant de purger une peine d'emprisonnement à la maison d'arrêt de Toulouse.

Mis en présence de Bessières, celui-ci reconnut formellement Baccou comme étant son agresseur.

Identité des deux autres agresseurs de Bessières ne tarda pas à être établie. L'un était le nommé Ricou Germain, 22 ans, soldat au 7^e d'infanterie qui venait d'être renvoyé du 1^{er} par mesure disciplinaire.

Ricou a été deux fois poursuivi pour vol et il avait été interné dans une colonie pénitentiaire jusqu'à l'âge de 18 ans.

Le troisième agresseur était le nommé Laurent, soldat automobiliste, n'ayant pas de mauvais antécédents, mais tenu, néanmoins, en médiocre estime par ses camarades en raison de ses fréquentations douteuses.

L'enquête établit que Ricou et Laurent s'étaient donné rendez-vous avec Baccou au restaurant Craste pour y passer la soirée du 17 mars.

Chez Craste, ils avaient bu en compagnie d'un nommé Garrigues et avaient pu constater que celui-ci avait des billets de banque. Au moment de la fermeture du débit, ils avaient insisté pour que Garrigues sortit avec eux. Mais Mme Craste comprenant les intentions du trio, déclara que Garrigues ne sortait pas et couchait chez elle.

Le trio partit et se rendit rue Bouscarat, n° 10, mais la porte étant close, ils remontèrent la rue et s'arrêtèrent au coin de la rue de l'Université. A ce moment, passa Bessières qui s'engagea dans la rue Bouscarat. Le trio le suivit et arriva devant le n° 10. Ricou lui porta deux coups de poing sur la tête. Bessières tomba. Baccou et Laurent se jetèrent sur lui et le frappèrent à coups redoublés.

Bessières appelant au secours, Baccou lui plaça une main sur la bouche, tandis que de l'autre main, il fouillait ses vêtements et s'empara du carnet où était l'argent. Baccou ayant asséné un violent coup de poing à sa victime, alla rejoindre ses camarades auxquels il donna 70 francs.

Baccou rentra après chez sa maîtresse au n° 20 de la rue Bouscarat et se faisait laver une main qui était ensanglantée. Le lendemain matin, apprenant que la police perquisitionnait dans la maison, il donna 60 francs à sa maîtresse et alla se cacher dans le grenier où il fut trouvé.

Ricou et Laurent rentrés à la caserne, brûlèrent le carnet de Bessières, mais une enquête permit de constater que les vêtements de Ricou étaient tachés de sang.

Malgré les charges qui pesaient sur eux, Baccou et Ricou s'obstinèrent à nier jusqu'au moment où Laurent, arrêté à son tour, fit des aveux complets.

Laurent affirme qu'il n'a pas frappé Bessières, mais celui-ci soutient le contraire.

APOLLO-FAMILIA

Cette semaine

“ LA PARURE ”

de Guy de Maupassant.

THEATRE DE CAHORS

N'oubliez pas, oh ! vous qui aimez la bonne gaîté Française, que la Tournée TALLIEN donnera au Théâtre Municipal de Cahors une représentation de l'hilarant Vaudeville de Paul Murio

Le Béguin d' la Garnison

Le record du rire ! Le plus formidable succès ! Les meilleurs artistes !

Floressas

Nécrologie. — Dimanche matin, 11 décembre, ont eu lieu à Floressas, au milieu d'une grande affluence, les obsèques d'un des doyens aimés et respectés du parti républicain de Floressas, M. Baptiste Roux, forgeron, âgé de 74 ans, décédé à la suite d'une longue et cruelle maladie.

Le regretté défunt était un homme de bien, très estimé dans sa commune natale et les communes voisines. Démocrate convaincu et ardent, il a milité longtemps pour ses idées.

Elu conseiller municipal en 1880, il fut constamment réélu pendant 20 ans. Elu adjoint au maire en 1888, il conserva ces fonctions jusqu'en 1900. Pendant ce long laps de temps il ne cessa d'apporter dans ses fonctions beaucoup de zèle et aussi une connaissance approfondie des affaires communales. Il était encore à sa mort désigné administratif à la commission des listes électorales. Sa mort cause un grand vif dans notre commune.

Ancien mobilé du Lot pendant la guerre 1870-1871 il était titulaire de la médaille commémorative de cette campagne.

Avant de mourir il a eu la grande joie de voir naître son arrière-petit-fils.

Dans cette triste circonstance nous prions notre excellent ami M. Léon Roux, conseiller municipal, Président de l'A. A. des démobilisés, fils du défunt et tous les autres membres de cette honorable famille de vouloir bien croire à la part très grande que nous prenons à leur douleur et d'agréer nos sincères sentiments de condoléances.

Douelle

Inauguration du monument. — Dimanche à 9 heures, a eu lieu l'inauguration du monument élevé à la mémoire des 31 enfants de la commune morts pour la France. Malheureusement, le temps n'a pas été favorable : la pluie n'a cessé de tomber durant la matinée et la journée.

Un service religieux a été célébré jusqu'à midi.

A 3 heures, a eu lieu l'inauguration. Une foule nombreuse y assistait et la fanfare de Luzech prêtait son concours gracieux.

L'appel des morts, les enfants des écoles réunis autour du monument qui est une belle œuvre d'art, répondaient « mort au champ d'honneur ».

Le maire remit ensuite la médaille militaire posthume au jeune Gérard Baudel dont le père est tombé au champ d'honneur et dont l'oncle, le capitaine Baudel, mort également pour la France sera inhumé vendredi dans le petit cimetière de Douelle.

Des discours furent prononcés par M. le Maire, MM. Albert, Président des Démobilisés, Sers, Président des Mutuels, Laubal et d'autres. Le discours de M. Laubal fut d'un ton très poétique et fut très applaudi.

M. de la Roche, conseiller général, Bor, chef de cabinet du Préfet, Fontanilles et Loubet sénateurs. C'est au milieu de la plus vive émotion que tous ces discours ont été écoutés.

Cajarc

La foire du 10 décembre. — Bien que le temps fut quelque peu menaçant la foire du 10 décembre a été très importante tant par le nombre de visiteurs que par les transactions faites.

Voici les cours pratiqués :
Halle aux grains : Pas de blé ; avoine, 25 fr. l'hectolitre ; maïs, 55 fr. ; haricots, 125 fr. ; chatagnons, 30 fr. ; pommes, 100 fr. ; noix, de 140 à 150 fr. ; cerneaux, 12 à 15 fr. le 100.

Marché : Œufs, 6 fr. 50 la douzaine ; poules, 2 fr. 50 le 1/2 kilo ; oies grasses, 4 fr. ; canards gras, 3,50 ; canards maigres, 2,50 ; perdreaux, 8 fr. la pièce ; bécasses, 8 fr.

Bois : Bouis de boucherie, 180 fr. le quintal ; veau, 3 fr. 25 le kilo ; bœuf de travail, de 2.000 à 5.000 fr. la pièce ; bouvillons, de 900 à 1.100 fr. ; vaches, de 1.500 à 2.200 fr.

Conseil municipal. — Le Conseil municipal se réunira le dimanche 18 décembre, à 15 heures.

APOLLO-FAMILIA

Jeudi soir

SIDOUX

l'hilarant Comique dans un nouveau répertoire de Famille.

DÉPÊCHES

Paris, 11 h. 30.

Le Reich et les réparations

De Berlin : Le Reich avait demandé un crédit. Le Berliner Tageblatt apprend que la réponse à la demande du gouvernement est arrivée hier.

Malgré le silence observé sur le contenu de cette réponse, la presse allemande pense qu'il faut moins compter sur un moratorium que sur l'amélioration du change.

La question du Chantoung

De Washington : Le Japon a retiré sa demande concernant le maintien de son contrôle sur le Chantoung. La Chine recevra donc satisfaction morale sur ce point. Mais le retrait complet du Japon dépendra des capacités de la Chine de remplir ses obligations financières et de satisfaire à celles du maintien de la paix.

Les difficultés commerciales franco-espagnoles

De Madrid : Les journaux continuent à demander une prompt solution du conflit douanier franco-espagnol.

Le Diaro Universal dit que les négociations doivent commencer immédiatement, sans sortir toutefois du terrain économique, pour éviter tout malentendu entre les deux nations.

Plébiscite autrichien

De Vienne : Le plébiscite de Wondenburg a été ajourné au 22 décembre.

A la conférence de Washington

De Washington : Les travaux de la Conférence se poursuivent avec activité. La question de l'île de Yap aurait été définitivement réglée. Les États-Unis recevraient sur l'île des droits définis, y compris sur le câble. La fortification de l'île serait interdite.

En échange, les États-Unis reconnaîtraient le mandat que le Japon a été chargé d'exercer sur les îles allemandes du Pacifique au nord de l'équateur.

La délégation britannique partira le 31 décembre.

M. Viviani s'embarquera demain.

AVIS DE MESSE

Madame BESSE, née BÉRAGNE, Madame et Monsieur BÉRAGNE, Madame et Monsieur BESSE François et leur fille,

Madame veuve BÉRAGNE et ses enfants, Madame BERTIER et son fils, Madame veuve LINAS et son fils, Ont la douleur de vous faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Monsieur Jean BESSE

Décédé de la Croix de guerre

leur époux, genre, frère, beau-frère et oncle, décédé des suites de blessure de guerre à l'âge de 38 ans, muni des sacrements de l'église, et vous prient d'assister à la messe funèbre qui sera célébrée le mercredi 14 décembre, à 8 heures du matin, en l'église Cathédrale.

LEVEE DE CORPS

Madame veuve LABRO, née ALIBERT, Madame veuve LABRO à Escamps (Lot) et sa famille, Monsieur et Madame Firmin ALIBERT et leurs enfants et tous les autres parents prient leurs amis et connaissances de bien vouloir assister à la levée du corps du

Lieutenant H. LABRO

Ancien instituteur
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de guerre
Mort pour la France

leur époux, fils, genre, frère et beau-frère, qui aura lieu à Cahors, le jeudi 15 décembre, à 2 heures.

Réunion à la gare.

“ UNE EAU A JAILLI POUR LA GUERISON DES MAUX DE L'HUMANITÉ ” SAINT MARTIAL

Le co-gérant : M. DAROLLE.

CONVOI FUNÈBRE

Les familles CAPELLE, ANDRIEU de Villeneuve-Vigouroux, PARIENTE, d'Oran, préviennent les amis et connaissances de l'inhumation du

Capitaine CAPELLE

Du 115^e Bataillon de Chasseurs Alpins
Légion d'honneur et Croix de guerre
Mort pour la France à Rancourt (Somme)
le 20 octobre 1916

qui aura lieu le jeudi matin, 15 décembre, à 9 heures.
Réunion à la gare.

CONVOI FUNÈBRE

Les familles BAUDEL, VIALARD et tous les autres parents font part aux amis et connaissances de l'arrivée du corps du

Capitaine Louis BAUDEL

Du 20^e d'Infanterie
L'inhumation se fera vendredi 16 courant, au cimetière de la commune de Douelle.
Réunion vendredi 13 heures, gare de Mercuès.
Le présent avis tient lieu de faire part.

CONVOI FUNÈBRE

Madame veuve RUFFET, Madame et Monsieur Emile GAROUX et leur fils Jean, Madame et Monsieur Jean PALAME et leur fils Paul,

Vous prient de vouloir bien assister à la levée du corps de leur regretté fils, frère, beau-frère et oncle

Jean RUFFET

Téléphoniste au 417^e Régiment d'Infanterie
Décoré de la Médaille militaire
et de la Croix de Guerre
Mort pour la France à Estrées (Somme)
le 20 juillet 1916

Réunion à la Gare, jeudi 15 décembre, à 10 heures.
Une messe sera dite samedi matin, à 8 heures, en l'église Cathédrale.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE CAHORS

FAILLITE

du sieur COUGET Elie-Robert, mécanicien demeurant à Puy-Évêque

Convocation des créanciers pour production de titres et vérification des créances.

DEUXIÈME ET DERNIER AVIS

Messieurs les créanciers de la dite faillite qui n'ont pas encore produit leurs titres de créances sont priés de venir à la dernière assemblée pour la vérification des créances doit avoir lieu :

Le neuf janvier mil neuf cent vingt-deux, jour de lundi, à quatre heures.

En la salle des audiences du Tribunal de Commerce de Cahors, sise au Palais de Justice.

En conséquence, ils doivent remettre, avant cette époque, leurs titres de créances accompagnés d'un bordereau sur papier libre, indicatif des sommes par eux réclamées, entre les mains de Monsieur ROUSSEAU, syndic définitif de la dite faillite, ou entre les mains du GREF-FIER du Tribunal de Commerce.

La présente insertion est faite en conformité des dispositions de l'article quatre cent quatre-vingt-trois du Code de Commerce.

Le Greffier,
E. MANEYROL.

Grande Pharmacie de la Croix Rouge

En face le Théâtre, CAHORS

La Phosphode Garnal

Remplace l'Huile de foie de morue et les préparations ferrugineuses et iodées